

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/220  
24 juin 1997

(97-2598)

---

Original: anglais

## REUNION MINISTERIELLE DU GROUPE DE CAIRNS (Rio de Janeiro, 5 et 6 juin 1997)

### Communication de l'Australie

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 juin 1997.

---

Le Groupe de Cairns a tenu sa dix-septième Réunion ministérielle les 5 et 6 juin 1997. J'ai le plaisir de vous communiquer le texte de la Déclaration ministérielle et du communiqué publiés par le Groupe de Cairns le 6 juin à Rio de Janeiro.

Je vous saurais gré de bien vouloir le faire distribuer aux Membres de l'OMC sous forme d'une communication du Groupe de Cairns.

### DECLARATION MINISTERIELLE

Les Ministres des pays membres du Groupe de Cairns se sont réunis à Rio de Janeiro (Brésil) les 5 et 6 juin 1997 et ont adopté le communiqué ci-joint, ainsi que la déclaration ci-après.

Bien que des progrès limités aient été constatés en matière de réforme agricole par suite du Cycle d'Uruguay et de faits nouveaux intervenus dans les grands pays, le commerce mondial des produits agricoles reste substantiellement faussé et inéquitable.

En conséquence, les Ministres ont souligné que les pays du Groupe de Cairns chercheraient à mettre en place une réforme ambitieuse et de grande envergure du commerce international des produits agricoles lorsque les négociations débuteraient en 1999, comme le prescrivait l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture.

A cette fin, les Ministres ont donné à des fonctionnaires l'instruction de prendre de toute urgence les dispositions nécessaires pour procéder à l'analyse et à l'étude des options et des stratégies dans tous les domaines clés de l'agriculture qui devront faire l'objet d'une réforme lorsque se tiendra la prochaine Réunion ministérielle du Groupe de Cairns en 1998.

Les Ministres ont insisté sur le fait que le Comité de l'agriculture devrait agir avec diligence pour que l'ordre du jour, ainsi que le cadre et les modalités de négociation soient déjà arrêtés au moment des négociations en 1999.

Les Ministres ont décidé de faire en sorte que les prochaines négociations débutent à temps en 1999, soient rapidement menées et aboutissent à une réforme fondamentale qui placera le commerce des produits agricoles sur le même plan que les autres domaines du commerce international.

Les Ministres sont également parvenus à la conclusion qu'étant donné un accroissement des demandes à l'approche des négociations, les Ministres et les fonctionnaires participant au Groupe de Cairns intensifieraient leur coordination à Genève et dans les capitales.

### COMMUNIQUE

La dix-septième Réunion ministérielle du Groupe de Cairns s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil) les 5 et 6 juin 1997. Les délégations de la Bolivie et de l'Afrique du Sud y ont également participé en tant qu'observateurs.

Les Ministres ont officiellement accueilli le Paraguay, le membre le plus récent du Groupe de Cairns. Ils ont fait observer que la participation de ce pays permettrait au Groupe de mieux oeuvrer pour un système commercial international plus équitable et plus libre en ce qui concerne les produits agricoles.

A cet égard, les Ministres ont reconnu que la force du Groupe de Cairns résidait principalement dans la diversité de ses membres ainsi que dans la multiplicité des intérêts que ceux-ci portaient à tous les domaines du commerce des produits agricoles. Au cours des deux prochaines années, le Groupe de Cairns favoriserait en priorité une plus grande libéralisation du secteur agricole. A cet égard, les Ministres ont exprimé leur volonté d'examiner les demandes présentées par d'éventuels nouveaux membres qui étaient prêts à s'engager à souscrire aux principes du Groupe de Cairns et à poursuivre à grande échelle la libéralisation du commerce des produits agricoles.

Les Ministres ont examiné un certain nombre de faits nouveaux survenus au niveau international sur le marché des produits agricoles et en matière de politique agricole. Ils ont conclu qu'il était possible, d'après certains signes encourageants, de pousser plus loin la réforme du commerce des produits agricoles. Ils ont instamment demandé à l'Union européenne de poursuivre la réforme de sa politique agricole commune et de faire en sorte qu'elle soit compatible avec une réduction substantielle et durable de la protection accordée au secteur agricole. Ils ont salué, en ce qui concerne les Etats-Unis, la poursuite de la mise en oeuvre de la Loi fédérale sur l'amélioration et la réforme de l'agriculture, et la réforme actuellement entreprise dans le secteur agricole. Ils ont encouragé tous les pays à poursuivre la libéralisation du secteur agricole, soulignant les avantages qu'une telle libéralisation offrait aux consommateurs et aux producteurs performants dans le monde entier.

Les Ministres ont reconnu que l'accession à l'Organisation mondiale du commerce d'importants pays exportateurs et importateurs de produits agricoles (existants ou potentiels) aurait une incidence majeure sur le commerce des produits agricoles. Ils ont exprimé leur soutien à l'accession de nouveaux Membres à l'OMC à des conditions qui étaient acceptables pour tous les Membres et qui préservaient l'intégrité du système fondé sur des règles. Ils ont insisté sur le fait que les nouveaux Membres devraient se conformer pleinement aux disciplines de l'OMC, en particulier celles qui concernaient l'accès aux marchés, le soutien interne et les subventions à l'exportation. A cet égard, ils ont confirmé que les subventions à l'exportation n'étaient pas acceptables si de telles mesures n'avaient pas été appliquées au cours de la période représentative de trois ans la plus récente. Ils espéraient également que les requérants accepteraient de prendre au cours des négociations d'accession un engagement de statu quo, qui leur imposerait d'offrir à tous les Membres de l'OMC de réelles possibilités d'accès aux marchés ayant pour effet de créer des échanges.

Les Ministres se sont déclarés déçus du fait qu'à ce jour les négociations menées au sein de l'OCDE n'avaient pas abouti à l'élaboration de disciplines efficaces sur l'utilisation des crédits à l'exportation pour les produits agricoles et sont convenus de demander instamment à tous les participants de faire des efforts supplémentaires pour achever cette tâche le plus rapidement possible.

Les Ministres ont réaffirmé que tous les pays devaient s'abstenir de prendre des mesures qui pourraient déstabiliser l'agriculture au niveau international et ont demandé à l'Union européenne et aux Etats-Unis de continuer à faire preuve de modération dans l'application de subventions à l'exportation, les exhortant à ne pas instituer de restrictions à l'exportation.

Les Ministres ont réaffirmé qu'il importait de mettre pleinement en oeuvre l'Accord sur l'agriculture et l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC. Ils ont souligné qu'il était nécessaire de faire en sorte que les Membres de l'OMC respectent l'esprit et la lettre des disciplines relatives à tous les domaines visés par ces accords. Ils se sont félicités du fait que, dans le cadre du contrôle et de la surveillance de la mise en oeuvre des engagements pris à la suite du Cycle d'Uruguay, le Comité de l'agriculture de l'OMC avait poussé ses travaux au-delà des questions concernant l'accès aux marchés et avait commencé à s'intéresser davantage aux subventions à l'exportation et au soutien interne. Ils ont noté que l'expérience acquise par les Membres de l'OMC dans la mise en oeuvre des engagements serait d'une grande utilité pour la préparation du prochain cycle de négociations sur l'agriculture. Ils se sont également félicités des progrès réalisés par le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC: en effet, celui-ci se penchait davantage sur les questions commerciales et était devenu un lieu de discussion pour les questions commerciales liées aux mesures sanitaires et phytosanitaires. Les Ministres sont convenus d'établir une coordination efficace lors de l'examen de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires qui aurait lieu en 1998.

Les Ministres ont salué les mesures prises au sein du Comité de l'agriculture de l'OMC pour mettre en oeuvre la décision, prise lors de la Conférence ministérielle de l'OMC qui s'était tenue à Singapour en décembre 1996, de mettre en place un programme de travail axé sur l'analyse et l'échange

d'informations. Ils ont noté le rôle que les questions soulevées dans le cadre de la mise en oeuvre de l'Accord sur l'agriculture joueraient dans le processus d'analyse et d'échange d'informations.

Toutefois, ils ont également noté que le champ d'application de ce processus concernait toutes les dispositions pertinentes de l'Accord sur l'agriculture, y compris les questions ne se rapportant pas à la mise en oeuvre. Ils ont noté que les autres Membres de l'OMC avaient joué un rôle constructif dans la mise en place du processus d'analyse et d'échange d'informations, espérant qu'ils continueraient à le faire étant donné que les consultations commençaient à porter sur un plus grand nombre de questions et que l'examen de celles-ci devenait plus détaillé. Ils espéraient que l'analyse et l'échange d'informations permettraient à tous les Membres de bien comprendre toutes les questions en jeu et permettraient de déterminer celles qui devraient être abordées lors des négociations sur l'agriculture qui devaient commencer en 1999.

Les Ministres ont fait observer qu'on était arrivé à mi-chemin entre la fin du Cycle d'Uruguay et le début d'un nouveau cycle de négociations sur l'agriculture. Ils ont souligné qu'il était important de bien préparer la prochaine série de négociations sur l'agriculture pour qu'elle puisse débiter à temps et s'achever rapidement. Ils ont affirmé leur détermination à oeuvrer de manière constructive à la préparation de ces négociations, avec le concours de tous les Membres de l'OMC.

Les Ministres ont réaffirmé que la suppression des restrictions et distorsions appliquées au commerce des produits agricoles pouvait contribuer au développement durable et promouvoir l'objectif de mettre en place des politiques commerciales et environnementales qui se complètent mutuellement. Ils sont convenus de poursuivre l'étude de cette question, notamment au sein du Comité du commerce et de l'environnement de l'OMC.

Les Ministres ont affirmé leur détermination à promouvoir ensemble, de manière active et efficace, les intérêts du Groupe de Cairns lors des Conférences ministérielles de l'OMC qui se tiendraient avant le début de la prochaine série de négociations sur l'agriculture.

Les Ministres ont réaffirmé leur attachement à la poursuite de la libéralisation du commerce des produits agricoles au niveau multilatéral, qui devait faire partie intégrante du développement du système commercial multilatéral. Ils ont souligné l'importance des nouvelles négociations sur l'agriculture dont pouvaient découler des mesures en matière de subventions à l'exportation, de soutien interne et d'accès aux marchés qui aligneraient le traitement appliqué à l'agriculture, dans le cadre de l'OMC, à celui qui était appliqué aux autres secteurs. Les Ministres sont convenus qu'il était nécessaire de parvenir à des résultats équilibrés dans les trois domaines susmentionnés de manière à encourager la croissance économique et la création d'emplois pour tous les Membres de l'OMC et à reconnaître les besoins légitimes des pays en développement.